

*\*Version en Español abajo/ Version en Français plus bas.*

2 March 2022

To: the Member States of the Eastern European Group

Re: Eastern European Group candidates for UN Human Rights Council elections, 2022

Excellencies,

**We are writing to call on the Eastern European Group to present a competitive slate in the 2022 Human Rights Council (the Council) elections.**

Over the years, non-governmental organisations (NGOs) have expressed concern over the lack of competition in several regional groups, including the Eastern European Group, for the Council elections. We have urged Member States to present competitive slates and to follow the practice of announcing their candidacies by the High-Level Segment of every year's March session of the Council, at the latest. **Going forward, we encourage Member States of the Eastern European Group to ensure that more candidates than available seats run in every year's Council elections and to announce a competitive slate of candidates by the High-Level Segment of every year's March session of the Human Rights Council, to allow for meaningful campaigning and engagement.**

UN General Assembly (UNGA) Resolution 60/251 establishes that Members elected to the Council shall uphold the highest standards in the promotion and protection of human rights, and shall fully cooperate with the Council. Closed slates deny Member States of the UNGA the opportunity to pursue that objective in their choice of Council Members. In practice, the lack of competition has resulted in the election of all the candidates in a closed slate, irrespective of their human rights performance or commitments. This turns the election into a de facto appointment process that undermines Council membership rules and may result in undermining its effectiveness.

**Thus, we urge you, as we urge other regional groups of States, to ensure competitive slates of candidates and to further deepen the level of competition.** While an electoral slate with one more candidate than available seats offers a level of competition, it is a bare minimum.

Furthermore, UNGA Resolution 60/251 decided that when electing Members of the Council, Member States shall take into account the contribution of candidates to the promotion and protection of human rights and their voluntary pledges and commitments made thereto. **We urge all candidates running for election to prepare and publish their pledges in a timely manner.** The elaboration of voluntary pledges and commitments should be based on broad, inclusive, and meaningful consultations with a range of actors, including civil society, parliamentarians, national human rights institutions, ministries, and the broader public. In publishing timely pledges, candidate States encourage engagement and ownership by other actors to follow up on and contribute to, their implementation, with the ultimate goal of improving the human rights situation on the ground.

Each year, civil society organizes pledging events that take place for candidate States in early September. The pledging events provide a critical opportunity for Member States and civil society to directly and constructively engage with candidate States for the Council, with the aim of enhancing transparency and accountability in Council elections and improving adherence to Council membership standards. **We**

**encourage all candidate States running for election to participate in the event.**

**Last, we reiterate that Member States should bear in mind the membership standards set out in General Assembly resolution 60/251 when electing members to the Council.**-They should pledge to refrain from voting for any State credibly accused of committing gross and systematic violations of human rights or flagrantly refusing to cooperate with the Council and its mechanisms, as well as, for committing reprisals.

Building on the close and constructive relationship civil society organisations have established with the delegations of a large number of the Eastern European Group Member States, we look forward to engaging with you further on this issue.

Sincerely,

1. African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS)
2. Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)
3. Asian Legal Resource Centre
4. Association for Democracy in the Maldives (ADM)
5. Association for Progressive Communications - APC
6. Cairo Institute for Human Rights Studies
7. CELS
8. Centro de Documentación e Información Bolivia - CEDIB
9. Child Rights Connect
10. CIDH AFRICA
11. CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation
12. Civil Society and Human Rights Network (CSHRN)
13. Coalition burundaise des défenseurs des droits de l'homme(CBDDH)
14. Conectas Direitos Humanos
15. CONTIOCAP
16. Dar Africa
17. DefendDefenders (East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project)
18. Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)
19. Feminine Solidarity for Justice
20. Forum pour le renforcement de la société civile (Burundi)
21. Réseau des Citoyens Probes (Burundi)
22. Human Rights Defenders Network-Sierra Leone
23. Human Rights House Foundation
24. Human Rights Watch
25. International Commission of Jurists
26. International Service for Human Rights (ISHR)
27. KIOS Foundation
28. Law and Society Trust
29. Legal Resources Centre (South Africa)
30. Maldivian Democracy Network (MDN)
31. Minority Rights Group International (MRG)
32. REDHAC
33. World Uyghur Congress

FRANÇAIS

2 mars 2022

Aux: États membres du Groupe d'Europe de l'Est

Re: Candidats du Groupe d'Europe de l'Est aux élections du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, 2022

Excellences,

**Nous vous écrivons pour appeler les États membres du Groupe d'Europe de l'Est à présenter une liste compétitive aux élections du Conseil des droits de l'homme (le Conseil) en 2022.**

Au fil des ans, les organisations non gouvernementales (ONG) ont exprimé leur préoccupation concernant le manque de concurrence dans plusieurs groupes régionaux, dont le Groupe d'Europe de l'Est, pour les élections au Conseil. Nous avons demandé instamment aux États membres de présenter des listes compétitives et d'annoncer chaque année leur candidature au plus tard lors du débat de haut niveau de la session de mars du Conseil. **A l'avenir, nous encourageons les États membres du Groupe d'Europe de l'Est à veiller à ce qu'il y ait chaque année plus de candidats que de sièges disponibles pour les élections du Conseil, et à annoncer une liste compétitive de candidats avant le débat de haut niveau de la session de mars de chaque année du Conseil des droits de l'homme, afin de permettre une campagne et un engagement significatifs.**

La résolution 60/251 de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) stipule que les membres élus au Conseil doivent respecter les normes les plus élevées en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et coopérer pleinement avec le Conseil. Les listes fermées privent les États membres de l'AGNU de la possibilité de poursuivre cet objectif lorsqu'ils sélectionnent les membres du Conseil. En pratique, l'absence de concurrence a entraîné l'élection de tous les candidats d'une liste fermée, indépendamment de leurs performances ou de leurs engagements en matière de droits de l'homme. Cela transforme l'élection en un processus de nomination de facto, ce qui porte atteinte aux règles d'adhésion au Conseil et peut avoir pour conséquence de saper son efficacité.

**Nous vous demandons donc, comme nous le faisons pour d'autres groupes régionaux d'États, de veiller à ce que les listes de candidats soient complètes et que la concurrence soit ouverte.** Une liste électorale composée d'un candidat de plus que le nombre de sièges disponibles offre un certain niveau de concurrence, mais ce n'est qu'un minimum.

En outre, la résolution 60/251 de l'Assemblée générale des Nations unies a décidé que, lors de l'élection des membres du Conseil, les États membres devront tenir compte de la contribution de chaque candidat pour la promotion et la défense des droits de l'homme ainsi que ses engagements en la matière. **Nous demandons instamment à tous les candidats à l'élection de préparer et de publier leurs engagements en temps opportun.** L'élaboration des promesses et des engagements volontaires devrait se fonder sur des consultations larges, inclusives et significatives avec un éventail d'acteurs, y compris la société civile, les parlementaires, les institutions nationales des droits de l'homme, les ministères et le grand public. En publiant leurs engagements en temps opportun, les États candidats encouragent les autres acteurs à s'engager et à s'approprier ces engagements afin d'en assurer le suivi et de contribuer à leur mise en œuvre, dans le but ultime d'améliorer la situation des droits de l'homme sur le terrain.

Chaque année, la société civile organise des sessions d'engagement qui ont lieu pour les États candidats au début du mois de septembre. Ces sessions offrent aux États membres et à la société civile une

occasion cruciale de s'engager directement et de manière constructive avec les États candidats au Conseil, dans le but de renforcer la transparence et la responsabilité des élections au Conseil et d'améliorer le respect des normes d'adhésion au Conseil. **Nous encourageons tous les États candidats à l'élection à participer à cette session.**

**Enfin, nous réaffirmons que les États membres doivent garder à l'esprit les normes d'adhésion énoncées dans la résolution 60/251 de l'Assemblée générale lorsqu'ils élisent des membres au Conseil.** Ils devraient s'engager à s'abstenir de voter pour tout État accusé de manière crédible de violer de manière flagrante et systématique les droits de l'homme ou de refuser ouvertement de coopérer avec le Conseil, ainsi que d'encourager des représailles.

Sur la base des relations étroites et constructives que les organisations de la société civile ont établies avec les délégations d'un grand nombre d'États membres du Groupe d'Europe de l'Est, nous nous réjouissons de poursuivre le dialogue avec vous sur cette question.

Veuillez agréer, Excellences, l'expression de nos sentiments distingués.

1. African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS)
2. Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)
3. Asian Legal Resource Centre
4. Association for Democracy in the Maldives (ADM)
5. Association for Progressive Communications - APC
6. Cairo Institute for Human Rights Studies
7. CELS
8. Centro de Documentación e Información Bolivia - CEDIB
9. Child Rights Connect
10. CIDH AFRICA
11. CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation
12. Civil Society and Human Rights Network (CSHRN)
13. Coalition burundaise des défenseurs des droits de l'homme (CBDDH)
14. Conectas Direitos Humanos
15. CONTIOCAP
16. Dar Africa
17. DefendDefenders (East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project)
18. Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)
19. Feminine Solidarity for Justice
20. Forum pour le renforcement de la société civile (Burundi)
21. Réseau des Citoyens Probes (Burundi)
22. Human Rights Defenders Network-Sierra Leone
23. Human Rights House Foundation
24. Human Rights Watch
25. International Commission of Jurists
26. International Service for Human Rights (ISHR)
27. KIOS Foundation
28. Law and Society Trust
29. Legal Resources Centre (South Africa)
30. Maldivian Democracy Network (MDN)
31. Minority Rights Group International (MRG)
32. REDHAC
33. World Uyghur Congress

2 de marzo de 2022

A: los Estados miembros del Grupo de Europa del Este

Re: Candidatos del Grupo de Europa del Este para las elecciones al Consejo de Derechos Humanos de la ONU, 2022

Excelencias,

**Nos dirigimos al Grupo de Europa del Este para pedirle que presente una lista competitiva en las elecciones del Consejo de Derechos Humanos (el Consejo) de 2022.**

A lo largo de los años, las organizaciones no gubernamentales (ONG) han expresado su preocupación por la falta de competencia en varios grupos regionales, incluido en el Grupo de Europa del Este, para las elecciones al Consejo. Hemos instado a los Estados miembros a que presenten listas competitivas y a que sigan anunciando sus candidaturas cada año, a más tardar, durante el segmento de alto nivel de la sesión de marzo del Consejo. De cara al futuro, **animamos a los Estados miembros del Grupo de Europa del Este a que se aseguren de que el número de candidatos supera el número de puestos disponibles en las elecciones anuales del Consejo y a que anuncien una lista de candidatos competitiva antes de la serie de sesiones de alto nivel de la sesión de marzo de cada año del Consejo de Derechos Humanos, para permitir una campaña y un compromiso significativos.**

La Resolución 60/251 de la Asamblea General de las Naciones Unidas (AGNU) establece que los miembros elegidos para el Consejo deben defender las normas más estrictas en materia de promoción y protección de los derechos humanos y cooperar plenamente con el Consejo. Las listas cerradas niegan a los Estados miembros de la AGNU la oportunidad de perseguir ese objetivo en su elección de los miembros del Consejo. En la práctica, la falta de competencia ha dado lugar a la elección de todos los candidatos de una lista cerrada, independientemente de su actuación o de sus compromisos en materia de derechos humanos. Esto convierte la elección en un proceso de nombramiento de facto que socava las normas de pertenencia al Consejo y puede reducir su eficacia.

**Por lo tanto, le instamos, al igual que a otros grupos regionales de Estados, a que garantice que las listas de candidatos estén competitivas y que la competencia sea abierta.** Aunque una lista electoral con un candidato más que el número de escaños disponibles proporciona un nivel de competencia, sólo es un mínimo.

Además, la Resolución 60/251 de la AGNU decidió que, al elegir a los miembros del Consejo, los Estados miembros tendrán en cuenta la contribución de los candidatos a la promoción y protección de los derechos humanos y sus promesas y compromisos voluntarios al respecto. **Instamos a todos los candidatos que se presentan a las elecciones a que preparen y publiquen sus compromisos a tiempo.** La elaboración de las promesas y compromisos voluntarios debe basarse en consultas amplias, inclusivas y significativas con una serie de actores, como la sociedad civil, los parlamentarios, las instituciones nacionales de derechos humanos, los ministerios y el público en general. Al publicar sus promesas de manera oportuna, los Estados candidatos animan a otros actores a comprometerse con ellos y a hacerlos suyos para supervisar y contribuir a su aplicación, con el objetivo final de mejorar la situación de los derechos humanos sobre el terreno.

Cada año, la sociedad civil organiza eventos de compromiso que tienen lugar para los Estados candidatos a principios de septiembre. Estos eventos ofrecen una oportunidad crucial para que los Estados miembros y la sociedad civil se comprometan de forma directa y constructiva con los Estados candidatos al Consejo, con el objetivo de aumentar la transparencia y la responsabilidad en las elecciones al Consejo y mejorar el cumplimiento de las normas de pertenencia al Consejo. **Animamos a todos los Estados candidatos que se presentan a las elecciones a que participen en el evento.**

**Por último, reiteramos que los Estados miembros deben tener en cuenta las normas de pertenencia establecidas en la resolución 60/251 de la Asamblea General a la hora de elegir a los miembros del Consejo.** Deben comprometerse a abstenerse de votar por cualquier Estado acusado de forma creíble de cometer violaciones graves y sistemáticas de los derechos humanos o de negarse de forma flagrante a cooperar con el Consejo y sus mecanismos, así como recurrir a represalias.

Sobre la base de la estrecha y constructiva relación que las organizaciones de la sociedad civil han establecido con las delegaciones de un gran número de Estados miembros del Grupo de Europa del Este, esperamos seguir colaborando con ustedes en esta cuestión.

Sinceramente,

1. African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS)
2. Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)
3. Asian Legal Resource Centre
4. Association for Democracy in the Maldives (ADM)
5. Association for Progressive Communications - APC
6. Cairo Institute for Human Rights Studies
7. CELS
8. Centro de Documentación e Información Bolivia - CEDIB
9. Child Rights Connect
10. CIDH AFRICA
11. CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation
12. Civil Society and Human Rights Network (CSHRN)
13. Coalition burundaise des défenseurs des droits de l'homme(CBDDH)
14. Conectas Direitos Humanos
15. CONTIOCAP
16. Dar Africa
17. DefendDefenders (East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project)
18. Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)
19. Feminine Solidarity for Justice
20. Forum pour le renforcement de la société civile (Burundi)
21. Réseau des Citoyens Probes (Burundi)
22. Human Rights Defenders Network-Sierra Leone
23. Human Rights House Foundation
24. Human Rights Watch
25. International Commission of Jurists
26. International Service for Human Rights (ISHR)
27. KIOS Foundation
28. Law and Society Trust
29. Legal Resources Centre (South Africa)
30. Maldivian Democracy Network (MDN)
31. Minority Rights Group International (MRG)
32. REDHAC
33. World Uyghur Congress